

Numéro 79, 8 septembre 2014. ISSN 2031-0293

Birgitte Martens, Jelena Dobbels, Lucy Amez et Walter Ysebaert

Culture et créativité : ébauche d'un instrument de mesure pour la métropole bruxelloise

Traduction : Micheline Goche

Au cours de la dernière décennie, la reconnaissance du rôle crucial joué par les secteurs culturels et créatifs (SCC) dans le développement économique régional n'a cessé de grandir. La Région de Bruxelles-Capitale, elle aussi, marque son intérêt pour ces secteurs et ressent la nécessité de disposer d'instruments de mesure permettant de recenser et de suivre leur impact et leurs activités. Le présent article répond à ce besoin en proposant une sélection d'indicateurs représentatifs de ces secteurs, centrée principalement sur la Région bruxelloise. Au contraire d'autres modèles de mesure, cette sélection a l'ambition d'être immédiatement applicable, en s'harmonisant au mieux avec des sources de données et les institutions bruxelloises existantes.

Les auteurs font partie de la Cellule de recherche Données et Politique (OCDB) et/ou de la Cellule ECOOM du département Recherche & Développement de la Vrije Universiteit Brussel, où ils effectuent des recherches de politique, liées au développement de nouveaux indicateurs relatifs, en particulier, à l'impact social de la recherche, à la valorisation sociale de la connaissance, au lien entre les institutions scientifiques et le capital créatif, à l'évaluation de la recherche artistique et à l'utilisation des données pour établir une politique de recherche et d'enseignement dans les institutions scientifiques et dans le contexte social plus large.

Dr. Birgitte Martens a été engagée en tant que chercheuse expérimentée pour le projet d'ECOOM « La recherche dans les arts ». Birgitte.Martens@vub.ac.be +32(0)2 629 10 87

Jelena Dobbels effectue notamment des recherches sur la valorisation non universitaire de la recherche. En octobre 2014, elle commencera, dans le département des Sciences d'ingénierie architectonique de la VUB, une thèse de doctorat sur la culture immobilière du 19^e et du début du 20^e siècle à Bruxelles. Jelena.Dobbels@vub.ac.be +32(0)2 629 10 87

Lucy Amez est collaboratrice pour les études de politique et analyste. Elle s'occupe principalement de politique de publication académique et de bibliométrie. Précédemment, elle a rempli une fonction de chercheuse spécialisée dans le domaine des secteurs culturel, créatif et touristique. Lucy.Amez@vub.ac.be +32(0)2 629 22 21

Prof. dr. Walter Ysebaert coordonne les projets de recherche et fait également partie de la Faculté de Philosophie et Lettres de la VUB. Walter.Ysebaert@vub.ac.be +32(0)2 629 11 06

Introduction

1. Dans des documents politiques récents, tels que l'accord de gouvernement 2009-2014 et le Plan régional pour le Développement durable, le soutien à accorder aux secteurs culturels et créatifs (SCC) dans la Région de Bruxelles-Capitale occupe une place particulière [Gouvernement de la région bruxelloise, 2011 ; 2013]. Le choix d'une politique de soutien de ces secteurs économiques s'inscrit dans un cadre plus large qui connaît un succès grandissant auprès de cercles décisionnels (inter)nationaux et régionaux. Des recherches scientifiques montrent le rôle important joué par les secteurs culturels et créatifs dans le développement de l'économie régionale. Les chiffres illustrent l'augmentation de l'offre d'emplois et la part de ces secteurs dans le Produit National Brut (PNB). Certaines études font apparaître la contribution primordiale des SCC dans l'élargissement de la capacité d'innovation et de la compétitivité régionales. Grâce à des liens de collaboration avec le monde de l'entreprise ou à la proximité géographique, les SCC favorisent le transfert de connaissances ; ils proposent des idées neuves et rencontrent un écho favorable en dehors du secteur, ou font rayonner de nouveaux modèles et formes d'organisation du travail concrets vers d'autres branches d'activités [Miles & Green, 2008 ; Villalba, 2013 ; Townley, 2009].

2. Au cours de la dernière décennie, la créativité a été décrite selon diverses terminologies : *creative industries*, *cultural industries*, économie créative, industries culturelles et créatives (ICC). De tels termes génériques sont fréquemment utilisés l'un pour l'autre, tant dans le domaine politique que dans celui de la recherche, sans avoir nécessairement le même contenu. Souvent, c'est le contexte national ou régional qui détermine quels secteurs sont ou non désignés comme créatifs. Par exemple, la position mondiale de la Grande-Bretagne dans le domaine du design et de la mode a conduit à classer les secteurs *design* et *designer fashion* dans les *creative industries* britanniques [Creative Industries Task Force, 1998]. Des mots tels que *creative industries* ont une forte connotation économique (notion d'« industrie »). Etant donnée l'attention toujours croissante accordée actuellement aux aspects non économiques – culturels et sociaux – un terme nouveau, d'acception plus large, a fait son entrée : secteurs culturels et créatifs (SCC). Ceux-

ci comprennent les beaux-arts, les arts de la scène, le patrimoine culturel, le secteur audiovisuel, le *gaming* (jeux vidéo), les media papier – livres, journaux et presse périodique –, la musique, l'architecture, le design, la publicité et la communication. C'est donc ce terme qui sera utilisé dans le présent article.

3. La prise de conscience du rôle économique essentiel joué par les entreprises culturelles et créatives locales est relativement récente dans les cercles politiques. Si l'on excepte quelques précurseurs, on peut situer la reconnaissance officielle de la valeur économique des SCC à la fin des années 1990, une période qui a vu se manifester de plus en plus nettement les effets de tendances sociétales telles que la globalisation et les applications technologiques sur la croissance économique et sur l'offre d'emplois. Dans les rapports internationaux sur l'activité et la productivité économiques, rassemblés par des organismes de consultation et de soutien stratégique tels que l'Institut de Statistique de l'Organisation des Nations Unies pour l'Éducation, la Science et la Culture (UNESCO), l'Organisation de Coopération et de Développement économiques (OCDE), la Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le Développement (CNUCED) et la Commission européenne, ce sont les impulsions des SCC en matière d'offre d'emplois et de tourisme qui apparaissaient en premier lieu [UNESCO, 2005 ; OCDE, 2006 ; CNUCED, 2008 ; KEA, 2006 ; ESSnet-CULTURE, 2012]. Le rôle de pionnier attribué par ces rapports aux SCC dans l'élaboration de modèles innovants d'organisation et de production a également contribué à mettre officiellement en valeur ces secteurs, qui ne bénéficiaient jusque-là que d'un intérêt statistique limité [Flew, 2010 ; Villalba, 2013 ; Guiette, 2011].

4. La nécessité d'une politique de stimulation a incité les organismes supranationaux cités ci-dessus à développer des instruments de mesure spécifiques pour enregistrer l'activité et la productivité des SCC. Ces méthodes ont subi un certain nombre de changements notables. Les premiers modèles – appelés *mapping studies* – mis au point par l'OCDE et la CNUCED, tendaient à chiffrer le degré d'innovation et l'ampleur de l'esprit d'entreprise à l'échelle nationale [OCDE, 2006 ; CNUCED, 2008]. Peu après, ces organismes ont utilisé des baromètres de créativité qui leur permettaient de dresser la carte des infrastructures culturelles et technologiques présentes au plan régional. Ils dispo-

saient ainsi d'instruments d'évaluation des facteurs contextuels, déterminants pour apprécier le volume de l'activité et de la productivité créatives régionales.

5. Il est cependant nécessaire de disposer d'un instrument de mesure aux possibilités plus étendues, capable d'enregistrer la créativité dans toutes ses phases et sous toutes ses facettes [Villalba, 2013]. Selon certains experts du *EU Joint Research Centre*, un tel instrument doit envisager la quantification plus largement, en tenant compte également de la production du capital de connaissances créatif et de la formation du capital humain, pour lesquels les institutions scientifiques se portent garantes [Villalba, 2013 ; Mould, 2009]. Les responsables politiques régionaux eux aussi se préoccupent de plus en plus de disposer de tableaux chiffrés complets et fiables des SCC, dont les institutions scientifiques font partie intégrante [Gouvernement régional bruxellois, 2011 ; Comunian, 2011 ; Universities UK, 2010]. En effet, seul un instrument d'enregistrement territorialement défini permet aux responsables politiques de mettre au point une stratégie de stimulation orientée vers ces secteurs. La question de savoir quels sont les indicateurs que cet outil de monitoring et de mesure des SCC de la Région de Bruxelles-Capitale doit contenir est le sujet du rapport *Creative metropool Brussel : ontwikkeling van een indicatorenprofiel voor de monitoring van culturele en creatieve sectoren in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest* (La métropole de Bruxelles créative : développement d'un profil d'indicateurs pour le monitoring de secteurs culturels et créatifs dans la Région de Bruxelles-Capitale), établi à la demande des ministres Jean-Luc Vanraes et Guy Vanhengel et dont le présent article est un prolongement [Amez, Dobbels et Ysebaert, 2013].

6. Cet article s'intéresse d'abord à la créativité en tant que thème politique. Suit une analyse d'études existantes qui décrivent les SCC de la Région de Bruxelles-Capitale et mesurent (ou tentent de mesurer) l'impact de ceux-ci. Les idées issues de cette analyse comparative constituent le point de départ du projet de tableau sélectif qui correspond à l'approche holistique récente des observateurs (supra)nationaux. Ce tableau est interprété, selon une méthodologie nouvelle, à l'aide des indicateurs sur lesquels il est fondé. Notons qu'il a été conçu pour pouvoir servir concrètement à établir un panorama des SCC bruxellois.

1. La créativité comme thème politique

7. Divers documents politiques soulignent l'importance des SCC au sein de la Région de Bruxelles-Capitale et la nécessité de soutenir ceux-ci [Gouvernement régional bruxellois, 2011 ; 2013]. La pertinence gestionnaire de ces secteurs est exposée dans l'accord de gouvernement actuel de la région bruxelloise [Gouvernement régional bruxellois, 2011]. Une première mention concerne la visibilité donnée par les SCC à la diversité de la société multiculturelle des grandes villes et aux défis que celle-ci entraîne. Les réalisations culturelles et créatives des SCC, poursuit le texte, créent un climat favorable à la reconnaissance de la richesse et de la diversité culturelle de la région bruxelloise, ce qui permet de générer ou d'accroître l'implication des citoyens dans la ville. À côté de ce pouvoir de cohésion et d'inclusion, les responsables politiques soulignent aussi l'action stimulatrice de l'organisation d'événements culturels orientés vers la participation des citoyens et les échanges sociaux.

8. Les textes politiques exposent, en plus de cette valeur sociale, l'intérêt économique des SCC [Gouvernement régional bruxellois, 2011, 23]. L'« industrie culturelle et créative » (sic) agit de manière pertinente sur les possibilités de croissance régionale au niveau du chiffre d'affaires, de l'emploi et de la valeur ajoutée. Selon le gouvernement régional bruxellois, les activités culturelles et créatives contribuent de manière appréciable à la visibilité (inter)nationale et au rayonnement de la région, ce qui favorise le tourisme local et stimule l'emploi dans ce secteur. Ce double statut des SCC, lien social et moteur économique, se retrouve dans certaines publications politiques de la Communauté française, de la Communauté flamande, de la Commission communautaire flamande (VGC) et de la Commission communautaire française (COCOF) [Fédération Wallonie-Bruxelles, 2012 ; Overleg Creatieve Industrieën, 2011 ; Maes, 2010 ; Madrane, 2013].

9. La croyance en la force sociale et économique des SCC fait écho à l'opinion, en cours depuis 1997 au Royaume-Uni, et fut concrétisée par la *Creative Industries Task Force*, une cellule de réflexion à l'initiative du premier ministre travailliste de l'époque Tony Blair [Flew, 2002 ; Ross, 2008 ; Neelands, 2010]. Ce groupe de travail – composé de cadres politiques, d'universitaires et d'acteurs du secteur – a développé

une vision nouvelle de la politique de l'art et de la culture, en réponse à quelques changements économiques récents. La permanence et l'opportunité de subsides publics alloués au secteur de la culture, l'arrivée d'Internet et de l'économie de la connaissance, ainsi que le glissement d'une société de production vers une société de services en tant que modèle économique dominant dessinent les contours de cette nouvelle perspective [Flew, 2010].

10. Selon la *Task Force*, dans cette économie de la connaissance, la politique culturelle doit prendre une autre forme, centrée non seulement sur le secteur culturel subsidié traditionnel, mais aussi sur des activités culturelles marchandes, telles que le commerce d'antiquités, la mode, le design et l'architecture [Flew, 2002 ; 2010]. Cet élargissement du champ de la politique a conduit à donner aux secteurs susceptibles de bénéficier d'un soutien public (in)direct un nouveau nom, celui de *creative Industries*. La référence au terme *cultural industry* – utilisé par Theodor Adorno et Max Horkheimer, pour critiquer l'industrialisation de la culture pratiquée dans les sociétés capitalistes – est évidente. Le contenu de la nouvelle appellation s'écarte cependant radicalement du regard pessimiste que ces penseurs de la *Frankfurter Schule* portaient sur la culture [Cunningham, 2004]. La prise en considération de secteurs marchands dans la politique culturelle a été inspirée par deux études réalisées indépendamment, au début des années 1980, par Augustin Girard, à la demande de l'UNESCO, et par Nicholas Gamham [Girard, 1982 ; Gamham, 1987].

11. Les membres de la *Task Force* accordèrent un intérêt neuf aux SCC, tant au niveau de la politique qu'à celui de la recherche ; un flux de publications nationales et régionales s'ensuivit. Au même moment, parurent des textes de vulgarisation sur les théories de la classe créative [Florida, 2003] et de l'économie créative [Howkins, 2001]. La ligne directrice des œuvres de ces deux auteurs est le lien direct qui existe entre la croissance économique régionale et la présence d'acteurs et d'entreprises créatifs. La théorie de Florida n'est cependant pas incontestable. De nombreuses critiques ont été formulées à propos de la méthodologie, du peu d'intérêt accordé aux conséquences négatives d'une politique de stimulation de la classe créative (gentrification, in-

égalités sociales, etc.), du caractère artificiel et commercial de ses *creativity rankings* (appel à des bureaux de consultance pour s'élever dans ces classements), etc.¹ Précédemment, en 1980, des artistes britanniques comme Charles Landry avaient insisté auprès des responsables politiques sur l'influence positive exercée par le secteur artistique sur le développement des (grandes) villes [Landry, 1996]. Landry et ses disciples évoquaient diverses facettes, allant de l'attractivité de quartiers habités par de nombreux artistes à la part de plus en plus importante occupée par le secteur artistique dans l'emploi urbain. Etant donné les chiffres élevés du chômage, les dirigeants locaux de domaines industriels anciens se montrèrent sensibles à l'appel de Landry pour une politique fondée sur le soutien aux SCC. Comme toute politique d'aide suppose une certaine compréhension de la situation existante et des possibilités de développement futur, de nombreuses mesures nationales et régionales de volume et d'impact furent effectuées. Des institutions internationales telles que le *Leadership Group on Culture* d'Eurostat [Eurostat, 2011], l'OCDE [OCDE, 2011] et le *World Intellectual Property Organization* [WIPO, 2003] ont développé des cadres de réflexion destinés à servir de trames conceptuelles à des modèles de mesure applicables au niveau international. C'est ainsi qu'en 2006 la Commission européenne a fait faire une étude globale des SCC européens [KEA, 2006 ; 2009]. Ce besoin se fait sentir également dans la Région de Bruxelles-Capitale, caractérisée par sa complexité institutionnelle, linguistique et socio-économique.

2. Analyse d'études existantes des SCC de la Région de Bruxelles-Capitale

12. L'intérêt des responsables politiques pour le déploiement de l'activité et de la productivité des SCC a suscité un certain nombre d'études sur l'ampleur et les effets du secteur. Concrètement, une observation ressort immédiatement de l'ensemble des études existantes : la Région de Bruxelles-Capitale est rarement prise comme centre d'intérêt et n'est donc souvent que partiellement exposée. En fonction du commanditaire de la recherche et de l'institution qui mène celle-ci, les étu-

¹ Voir notamment Peck, 2005 et Debroux, 2009.

des existantes sont orientées vers la Flandre ou vers la Wallonie, et chacune inclut dans son analyse, respectivement, les SCC néerlandophones ou les SCC francophones de la région bruxelloise. Ceci explique que Flanders DC [Guiette, 2011] et la Vlerick Management School [De Voldere, 2007] s'intéressent aux activités culturelles et créatives d'entreprises dont la langue véhiculaire est le néerlandais (Tableau 1). Seule l'étude de la Région wallonne (CPDT) [Surlement et Aouni, 2012] sépare les régions, tout en utilisant cependant des données très globalisées. Cette approche est logique étant donné le canevas institutionnel, mais le manque d'indications territoriales exactes et l'absence de compilation de données régionales limitent fortement les possibilités d'établir un tableau chiffré complet des SCC bruxellois. D'importants acteurs de terrain, tels que le Réseau des Arts à Bruxelles et l'UNIZO (*Unie van Zelfstandige Ondernemers*) ont évoqué précédemment le caractère indéfendable de cette analyse des données. Ils ont suggéré de mener une politique mieux adaptée aux différents niveaux institutionnels et de rassembler, de manière globale et uniforme, les données relatives au volume des activités et à l'emploi dans les SCC bruxellois [Kampelmann, 2012 ; De Voldere, 2011 ; BKO & RAB, 2009].

13. La fragmentation institutionnelle de la politique n'est pas le seul élément qui rende difficile l'établissement d'un aperçu chiffré exhaustif des SCC bruxellois. L'attention croissante des autorités pour les organisations culturelles et les entreprises créatives a montré l'intérêt de recueillir des données également au sein des différents segments des SCC. Certains organismes, tels que l'asbl *Kunstenloket*, active dans la formation, le soutien et l'emploi dans le secteur artistique [Loose, 2006], le *Vlaams Audiovisueel Fonds* (VAF) (Fonds audiovisuel de Flandre) [IDEA Consult en Vlerick Management School, 2010] et Arthena, défenseur des intérêts et administrateur de la propriété intellectuelle de ses membres affiliés en Belgique [PIM, 2009], ont eux aussi commandé des études relatives à l'ampleur et à l'impact de secteurs culturels et créatifs particuliers. De manière générale, ces diverses analyses ont renforcé la conviction des dirigeants. Les données chiffrées montrent notamment l'importance évidente de l'activité des secteurs en matière de chiffre d'affaires, de valeur ajoutée et d'emploi, mettant ainsi en lumière le précieux pouvoir créatif des SCC étudiés. Même si cette visibilité ne touche qu'une fraction de l'activité totale, puisque les différentes

études traitent, en principe, des sujets de recherche limités à un secteur. En outre, les résultats des calculs de l'emploi dans certains secteurs particuliers des SCC bruxellois sont très divergents. Cette grande variabilité de l'ordre de grandeur des estimations est due, essentiellement, à l'application de méthodes différentes de sélection des secteurs à inclure dans les SCC. De plus, le recensement des informations personnelles est souvent lacunaire. Ainsi, les sources de renseignements relatifs à une activité indépendante, aux missions accomplies et autres formes de travail sous contrat à temps partiel – fréquentes dans les SCC – sont incomplètes et ne concordent pas. Il en résulte que, pour le moment, les chercheurs n'ont à leur disposition que des données insuffisamment fiables et exhaustives pour dresser un tableau global de l'ampleur et de l'activité des SCC de la Région bruxelloise.

14. La focalisation sectorielle des recherches actuelles sur les SCC bruxellois résulte aussi de l'énorme diversité de ceux-ci. Ainsi, le secteur audiovisuel, le secteur de l'édition et le monde de la mode, par exemple, se distinguent fortement l'un de l'autre, quant à l'ampleur, au chiffre d'affaires, à l'emploi et autres aspects économiques. Plus encore, dans le type de produits réalisés, les formes d'organisation, la répartition du travail et le domaine d'application, il existe aussi de grandes différences entre les secteurs groupés sous le concept global de « services culturels et créatifs ». Du point de vue statistique, cette variabilité intersectorielle pose au chercheur de nombreux problèmes fondamentaux [Flew, 2002 ; Guiette, 2011]. Des analyses existantes de la chaîne de valeur montrent clairement ces difficultés, en faisant apparaître la grande diversité qui règne entre les secteurs, sur le plan de la filière idée-consommateur et du rôle qu'y jouent les différents acteurs. Les parts respectives des activités qui sont prises en compte dans la chaîne de valeur entière, ou seulement dans une partie de celle-ci, déterminent aussi fortement l'influence attribuée aux SCC. Dans la tradition de la recherche britannique, ces problèmes conceptuels et analytiques font l'objet de plaintes fréquentes et répétitives.

15. La définition d'une délimitation appropriée des secteurs est indissolublement liée au système de classification utilisé pour recenser et décrire l'activité économique [Flew, 2002]. Cette classification s'appuie sur certaines règles reconnues internationalement, ce qui augmente l'uniformisation des données recueillies et permet des comparaisons

Auteurs	Année	Titre	Approche méthodologique	SCC	Domaine SCC
Institut de recherche sur le travail et la société (HIVA) – LOOSE, M. & LAMBERTS, M.	2006	Art et savoir : projet d'instrument de monitoring pour le secteur artistique	Développement d'un instrument de monitoring Proposition d'analyse des outputs économiques suivants : nombres d'indépendants, d'employeurs et de travailleurs, offre d'emplois, volume de travail, salaires et rémunérations	Néerlandophones (Flandre et Bruxelles)	Partiellement : Secteurs de base (entre autres beaux-arts, arts de la scène)
Vlerick Management School – DE VOLDERE, I. & MAENHOUT, T.	2007	3 secteurs de l'Industrie créative flamande. L'industrie du livre, l'industrie de la musique, l'industrie des beaux-arts	Analyse de secteur et recherche de cartographie économique Analyse de la chaîne de valeur	Néerlandophones (Flandre et Bruxelles)	Partiellement : media papier : livres, musique et beaux-arts
Centre de Recherche et d'Information Socio-Politiques (CRISP) – VINCENT, A. & WUNDERLE, M.	2009 2012	Les industries culturelles Les industries créatives	Analyse de secteur. Non à partir d'outputs économiques mais à l'aide du processus de production et des principaux acteurs	Francophones (Wallonie et Bruxelles)	Globalement : tous les SCC
Idea Consult et Vlerick Leuven Gent Management School	2010	Le secteur audiovisuel flamand en tableau : un profilage socio-économique	Recherche de cartographie et mesure d'impact économique Analyse des outputs économiques suivants : nombres d'indépendants, de travailleurs et d'employeurs	Néerlandophones (Flandre et Bruxelles)	Partiellement : secteur audiovisuel
Idea Consult – DE VOLDERE, I., MERTENS, K., WAUTELET, A. & BERCKMOES, T.	2011	Le secteur des entreprises créatives et culturelles de la Région de Bruxelles-Capitale	Analyse de stratégie et proposition d'une méthode d'étude statistique des secteurs Proposition d'analyse des outputs économiques suivants : nombre d'indépendants, emploi par secteur et nombre de travailleurs. L'étude propose surtout une méthode plutôt qu'une estimation concrète du volume des activités et de l'impact. Un premier essai de contenu chiffré a été réalisé par l'UNIZO	Néerlandophones et francophones (Bruxelles)	Globalement : tous les SCC (proposition)
Flanders DC – GUIETTE, A., JACOBS, S., SCHRAMME, A. & VANDENBEMPT, K.	2011	Industries créatives de Flandre : cartographie et analyse d'économie industrielle	Recherche de cartographie et mesure d'impact économique, tant top-down que bottom-up Analyse des outputs économiques suivants : nombres d'indépendants, d'employeurs et de travailleurs, chiffre d'affaires et valeur ajoutée	Néerlandophones (Flandre et Bruxelles)	Globalement : tous les SCC
Conférence Permanente du Développement Territorial (CPDT) - SURLEMONT, Bernard & AOUNI, Zindeb	2012	Analyse des nouvelles formes de développement de l'activité économique et de leurs liens au territoire	Etude quantitative et qualitative de la répartition géographique et de l'innovation Analyse de la classe créative wallonne (et bruxelloise) à partir des données relatives à cette classe créative, nombre d'employeurs, emploi, chiffre d'affaires et valeur ajoutée	Francophones (Wallonie et Bruxelles)	L'étude n'est pas centrée sur les SCC mais sur la classe créative
DULBEA – KAMPELMANN, S. & PLASMAN, R.	2012	L'impact économique des activités de la mode et du design en Région de Bruxelles Capitale	Mesure d'impact économique Analyse des outputs économiques suivants : emploi, valeur ajoutée et chiffre d'affaires	Francophones et néerlandophones (Bruxelles)	Partiellement : secteurs du design et de la mode
Partners in Marketing (PIM)	2013	Contribution économique de l'industrie du droit d'auteur et des droits voisins en Belgique	Mesure d'impact économique Analyse des outputs économiques suivants : nombre d'employeurs, volume de travail, chiffre d'affaires, investissements et valeur ajoutée	Belgique	Partiellement : secteurs Copyright

Tableau 1. Panorama des études relatives aux SCC de la Région de Bruxelles-Capitale

régionales et (inter)nationales. Pour ce qui est des SCC, les nomenclatures existantes, utilisées tant à l'échelle régionale qu'à l'échelle internationale et imposées dans le cadre de l'établissement de comptes nationaux et régionaux, posent un problème. Des critiques, analogues à celles que Terry Flew a formulées à propos de la *Standard Industrial Classification* (SIC) pour la situation britannique, trouvent un écho dans les études actuelles relatives aux SCC de la Flandre, de la Wallonie et de la Région de Bruxelles-Capitale. L'organisation de ces nomenclatures reflète l'organisation de l'activité économique comme à l'époque de la société industrielle [Flew, 2002]. Ces systèmes de classification – SIC, NACE ou NACE-Bel – font peu ou pas de place au poids toujours plus grand des activités de services souvent fournis, au cours des dernières années, par voie numérique et dans des liens de travail nouveaux. Comme les données statistiques sont recueillies sur la base de telles classifications, les activités réelles sont accommodées à un système de classement qui, sur certains points, ne correspond pas du tout aux activités caractéristiques des SCC. Diverses études soulignent les conséquences très graves de cette méthode, notamment la distorsion des données et calculs enregistrés par rapport à la situation réelle [Guiette, 2011 ; De Voldere, 2011].

16. Le lien flou qui existe entre la nature d'un secteur indiquée par son classement et la réalité de ses activités a conduit Flanders DC à calculer, à l'aide du matériel chiffré interne des institutions, en plus de données rassemblées selon l'approche descendante (*top-down*) sur la base du classement NACE-Bel, également des grandeurs rassemblées selon l'approche ascendante (*bottom-up*). Dans ce contexte, le rapport *Creatieve Metropool Brussel* plaide pour le maintien d'une uniformité organisationnelle dans le traitement des données [Amez, Dobbels et Ysebaert, 2013]. Selon les auteurs, cette uniformité peut être mieux garantie si l'on élabore un compte-satellite, c'est-à-dire un canevas statistique qui fournit un système d'enregistrement et d'analyse permettant de décrire en détail et de chiffrer le chiffre d'affaires, la valeur ajoutée et l'emploi (et d'autres valeurs) pour un seul type d'activité économique [OCDE, 2008]. Ce type de compte relie les micro- et macro-informations et contribue à la consistance des concepts et des méthodologies, ce qui constitue une réponse partielle au problème rencontré dans la description des activités économiques des SCC. Le compte-

satellite suit ainsi l'attribution *top-down* de codes d'activité économique qui ont valeur de normes dans les systèmes de classification tels que NACE, tout en laissant un espace suffisant aux descriptions et données de détail. Le caractère particulier des SCC, qui distingue ceux-ci d'autres branches d'activités économiques, ainsi que la grande diversité de ces différents secteurs trouvent ainsi une traduction chiffrée. En même temps, plusieurs dimensions économiques, consommation, production, emploi et investissements, sont prises en compte dans l'analyse.

17. A côté de l'introduction d'un canevas méthodologique pour le monitoring et le calcul de l'impact des SCC bruxellois, le rapport *Creatieve metropool Brussel* aborde un deuxième sujet. L'attention portée par les autorités aux SCC part de l'opinion selon laquelle ces secteurs constituent un stimulant de l'activité économique et de l'emploi de la région. Au plan de l'amélioration et de la création de produits, les SCC régionaux jouent également un rôle de pionniers, selon les idées qui ont cours aujourd'hui. Les instruments de mesure et analyses d'impact actuels des SCC négligent cependant les résultats économiques (facteurs d'output ou de sortie) et laissent de côté des éléments essentiels, comme la présence de conditions préalables favorables à l'innovation et le rôle des institutions scientifiques dans la production de savoir et la formation de collaborateurs. Des documents politiques internationaux récents accordent une grande attention à ces apports des institutions scientifiques à la concrétisation de pensées créatives et à l'amélioration et la création de produits [European University Association, 2007 ; Ferrari, 2009]. Les critiques émises à propos des instruments de monitoring internationaux actuels reflètent l'attention extrême portée aux organismes producteurs de savoir et formateurs à la connaissance [Milla, 2013 ; Hollanders, 2013 ; Kimpeler, 2013]. La reconstruction d'un tableau chiffré exhaustif des SCC comprenant des facteurs d'input, d'environnement et d'output suppose la prise en compte d'indicateurs de l'étendue et de la part du capital intellectuel et humain que les institutions scientifiques apportent à la Région de Bruxelles-Capitale. Quels sont ces indicateurs ? C'est ce que nous voyons ci-dessous.

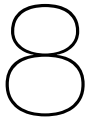
3. Projet de tableau sélectif des SCC de la Région de Bruxelles-Capitale

18. La description de la situation ci-dessus montre clairement que les instruments de mesure actuels et les résultats qu'ils permettent d'obtenir ne donnent pas aux responsables politiques de la Région bruxelloise un aperçu complet, donc pas la possibilité de se forger beaucoup d'idées de gestion. Dans la structure de la Belgique, l'emploi et la rénovation urbaine sont des compétences régionales. Or, les responsables politiques régionaux voient dans les SCC des créateurs d'emplois et des initiateurs d'innovations. Il est donc nécessaire d'établir une sélection d'indicateurs dans laquelle l'ampleur et les activités des SCC bruxellois occupent une place de choix. Grâce à ces indicateurs, il est possible d'exprimer en chiffres la portée d'un secteur économique particulier et de comparer celui-ci à d'autres (parties de) branches d'activités. Traditionnellement, dans les mesures d'impact, la valeur ajoutée et le chiffre d'affaires des SCC sont calculés de manière à pouvoir être évalués par rapport au Produit Régional Brut (PRB). Bien que cette détermination des valeurs soit effectuée selon divers choix méthodologiques, il est recommandé de postuler ces variables en premier lieu. Celles-ci sont, en effet, déterminantes dans la plupart des cadres de réflexion internationaux et garantissent une forme, certes non absolue, de possibilité de comparaison interrégionale ou internationale. De plus, les chiffres qui représentent la production de ce que l'on appelle les *copyright industries* peuvent constituer la pierre de touche dans les calculs statistiques de la contribution économique des SCC. Les nombres de livres édités, de films produits et d'enregistrements musicaux réalisés par les SCC bruxellois sont des compléments précieux aux chiffres de la valeur ajoutée et du chiffre d'affaires. Ils mettent les décideurs en mesure d'avoir la main sur la productivité commerciale de secteurs créatifs bruxellois vitaux. En même temps, ils donnent un aperçu des évolutions qui rendent possibles les interventions politiques favorables aux besoins de ces secteurs.

19. Les premiers cadres internationaux d'inspiration plutôt économique s'orientaient vers la détermination des valeurs de la situation. Aujourd'hui encore, on accorde peu d'attention aux facteurs d'aide, ceux que l'on appelle les *enablers*. Les facteurs d'input (entrées), qui sont les

forces fonctionnelles des SCC, portent sur le capital humain, sur le capital de connaissances ainsi que sur l'appui financier disponible. L'intérêt pour l'existence d'un capital humain est, en quelque sorte, propre au mode de pensée des SCC et apparaît, en particulier, dans la vision de Richard Florida, selon laquelle la possibilité de puiser dans le talent créatif disponible est considérée comme un facteur essentiel d'une activité économique créative florissante. Ceci se traduit notamment par des indicateurs comme le nombre de diplômés des formations artistiques (indice de créativité KEA). Le capital de connaissances a toujours suscité moins d'intérêt, alors que certaines théories économiques le postulent comme facteur d'input important. De plus, la relation entre l'économie de la connaissance et la créativité semble aller de soi, mais elle est peu démontrée empiriquement. En fait, ce lien n'est pas une évidence, il résulte de structures de collaboration complexes, entre des institutions scientifiques et l'industrie, par exemple. Ces structures prennent, à leur tour, diverses formes de valorisation du savoir, ce qui est mesuré dans la sélection bruxelloise par le nombre des spin-offs ou celui des découvertes traduites en droit de propriété intellectuelle. Enfin, l'existence du capital financier est un troisième *enabler*, souvent ignoré. La certitude de pouvoir disposer d'un capital de départ est, en effet, une condition nécessaire au développement d'un secteur [De Voldere, 2013]. Il peut s'agir de l'accès au capital privé, de sponsoring ou d'une aide publique. Historiquement, les secteurs qui forment le noyau des SCC - beaux-arts, arts de la scène et patrimoine culturel - bénéficient d'un apport public important ou d'un certain sponsoring. La part de chacun de ces deux subsides peut être considérée comme décisive pour l'évolution future des SCC. Il est difficile d'en avoir une image, à cause de la complexité de la structure des compétences en Belgique, mais cette variable peut être utilisée logiquement comme une composante du compte ou du compte-satellite régional.

20. Alors que l'attention portée aux *enablers* des SCC est traditionnellement faible, c'est encore plus le cas pour les effets que le développement et la croissance de ces secteurs peuvent avoir sur des secteurs externes. Non seulement, la demande de produits intermédiaires (*backward linkages*) augmente, mais des produits créatifs peuvent aussi constituer l'input du processus de production (*forward linkages*). La transmission de connaissances peut prendre la forme de *Research &*



Development, d'innovation de processus, de design ou d'idées artistiques. Très souvent, les concepts traditionnels sur l'innovation ne reproduisent pas suffisamment la manière dont les SCC aident les secteurs externes. On parle alors de *hidden innovation* (innovation cachée), pour signifier que la transmission a un caractère moins formel [Miles & Green, 2008], ou de *soft innovation* (innovation douce) quand le transfert est plutôt de nature esthétique ou conceptuelle. Ces liens sont difficiles à répertorier à cause de leur caractère insaisissable. La quantité des produits protégés par les droits de la propriété intellectuelle peut être ici un premier critère. A côté des *spillovers* (effets d'entraînement) de connaissances et de produits, le *UNCTAD Creative Economy Report* (Rapport d'économie créative de la CNUCED) mentionne aussi des *spillovers* de formation et des *spillovers* de réseau. La proximité géographique influence de manière positive les relations *business to business*, et aussi l'échange de travailleurs formés entre les secteurs. Ces facteurs d'environnement sont également repris dans la sélection d'indicateurs, non pas cependant en tant que densité géographique, mais comme relevé de l'infrastructure culturelle présente.

21. La sélection proposée tente de reproduire au mieux les dimensions citées en analysant la relation input-output, celle-ci étant placée dans un contexte régional bruxellois. Le taux de pollinisation croisée entre divers acteurs, en particulier entre les institutions scientifiques et les SCC, est fortement mis en lumière en termes de trajets de valorisation ou de collaborations de recherche contractuelles. Un pont est ainsi jeté entre l'économie de la connaissance, d'une part, et le développement créatif, d'autre part, et des indicateurs sont proposés, susceptibles de servir de base à une politique d'innovation régionale. L'accent est mis sur certains biens créatifs et de connaissances pour leur double fonction de facteur d'input et de facteur d'incitation d'autres secteurs à l'innovation. Les grandeurs classiques, comme la valeur ajoutée du secteur, restent cependant la pierre angulaire de l'instrument de suivi des SCC. On leur en adjoint d'autres, telles que la consommation totale et les dépenses publiques, et, toutes ensemble, elles peuvent être proposées dans le cadre d'un compte-satellite, de manière périodique et institutionnalisée, comme *building blocks* d'un outil de monitoring de la politique bruxelloise du SCC.

Conclusion

22. Au cours de la dernière décennie, l'intérêt des autorités pour les SCC en tant que moteurs du développement économique régional a fortement augmenté. En conséquence, des observateurs et des organismes politiques ont développé, tant au niveau (inter)national qu'au niveau régional, des instruments de monitoring et de mesure pour ces secteurs. Et, dans le dernier accord de gouvernement, les responsables politiques de la Région de Bruxelles-Capitale mettent l'accent sur le rôle crucial des SCC. Une politique durable exige un examen approfondi de la situation actuelle. Etant donnée la complexité de la répartition institutionnelle des compétences, le développement d'un instrument de monitoring pour les SCC bruxellois demande une attention particulière.

23. Sur la base de l'analyse d'études existantes, un projet de sélection a été lancé, qui tient compte de la spécificité de la région bruxelloise. Cette sélection contient des indicateurs de nature économique tirés de *mapping studies* internationales, mais élargit le spectre des mesures grâce à quelques indicateurs donnés par des baromètres de créativité. Des indicateurs d'output qui jaugent l'ampleur et l'impact des SCC bruxellois constituent une première dimension essentielle de la sélection. Ensuite, des indicateurs d'environnement permettent de mettre en lumière l'attractivité de Bruxelles comme région d'encouragement à la créativité. Enfin, la sélection comprend des facteurs d'input relatifs à l'existence, dans la région, d'un capital de connaissances et d'un capital intellectuel créatifs. Le lien est ainsi fait avec la tendance holistique récente de la recherche, qui privilégie l'esprit de créativité et d'efficacité dans la résolution des problèmes comme condition de l'innovation et souligne l'importance des facteurs environnementaux. La sélection a été établie de façon à ce qu'elle puisse être utilisée concrètement pour le calcul (de l'impact) des SCC bruxellois. C'est pourquoi il est suggéré d'utiliser le cadre de mesure du compte-satellite. Bien que les indicateurs proposés ne soient pas encore quantifiables et que toutes les données statistiques ne soient pas encore disponibles, les responsables politiques et les chercheurs peuvent utiliser dès à présent la sélection comme instrument concret de monitoring et de mesure.

Bibliographie

- AMEZ, Lucy, DOBBELS, Jelena & YSEBAERT, Walter, 2013. *Creative metropool Brussel: Ontwikkeling van een indicatorenprofiel voor de monitoring van culturele en creatieve sectoren in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest*. Bruxelles. Cellule de recherche Données et Politique (OCDB) du service Research & Development de la Vrije Universiteit Brussel.
- BRUSSELS KUNSTENOVERLEG (BKO) & RESEAU DES ARTS A BRUXELLES (RAB), 2009. *Cultuurplan voor Brussel*. Bruxelles : BKO/RAB. Consultable en ligne : <http://www.brusselskunsteneroverleg.be/nl/node/2884>
- BRUSSELSE GEWESTREGERING (GOUVERNEMENT REGIONAL BRUXELLOIS), 2013. *Ontwerp van Gewestelijk Plan voor Duurzame Ontwikkeling*. Bruxelles : Région de Bruxelles-Capitale. Consultable en ligne : <http://www.gpdo.be/pdf/GPDO.pdf>
- COMUNIAN, Roberta & FAGGIAN, Alessandra, 2011. Higher Education and the Creative City. In : Mellander C.; Anderson A.; D. Anderson (eds.). *Handbook on Creative Cities*. Cheltenham : Edward Elgar Publishing, pp. 187-207. Consultable en ligne : http://www.creative-regions.org/uploads/1/0/9/7/10973203/chapter_c_omunian_faggian.pdf
- CREATIVE INDUSTRIES TASK FORCE, 1998. *Mapping document*. Londres. Consultable en ligne : <http://www.creativitycultureeducation.org/creative-industries-mapping-document-1998>
- CUNNINGHAM, S., 2004. The Creative Industries After Cultural Policy: a genealogy and some possible preferred futures. In : *International Journal of Cultural Studies*. 2004. Vol. 7, n°1, pp.105-115.
- DEBROUX, Tatiana, 2009. Géographie des artistes dans les régions urbaines en Belgique. In : *Belgeo*, 2009. Vol.2, pp. 119-136. Consultable en ligne : <http://belgeo.revues.org/7913>
- DE VOLDERE, Isabelle & MAENHOUT, Tine, 2007. *3 sectoren in de Vlaamse Creatieve industrie. De boekenindustrie, de muziekindustrie, de beeldende kunstindustrie*. Leuven : Vlerick Leuven Gent Management School. Consultable en ligne : http://www.bamart.be/files/Rapportcreatieveindustrie_25-04-07.pdf
- DE VOLDERE, Isabelle, MERTENS, Kristof, WAUTELET, Ariane & BERCKMOES Toon, 2011. *De sector van creatieve en culturele bedrijven in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest*. Brussel. Idea Consult. Consultable en ligne : <http://www.brusselskunsteneroverleg.be/nl/documentatie/idea-consult-de-sector-van-creatieve-en-culturele-bedrijven-het-brussels-hoofdstedelijk>
- DE VOLDERE, Isabelle, et al., 2013. *Survey on access to finance for cultural and creative sectors. Evaluate the financial gap of different cultural and creative sectors to support the impact assessment of the creative Europe program*. Bruxelles, Idea Consult. Consultable en ligne : http://ec.europa.eu/culture/library/studies/access-finance_en.pdf
- KAMPELMANN, Stephan & PLASMAN, Robert, 2012. *Impact économique des activités de la mode et du design en Région de Bruxelles-Capitale*. Consultable en ligne. Dulbea/Université libre de Bruxelles.
- ESSnet-CULTURE (European Statistical System Network on Culture, Réseau des systèmes statistiques européens sur la culture), 2012. *Final report*. Luxembourg. Consultable en ligne : http://ec.europa.eu/culture/library/reports/ess-net-report_en.pdf
- EUROPEAN COMMISSION, 2012. *Communication from the Commission to the European Parliament, the Council, the European Economic and Social Committee and the Committee of the Regions. Promoting cultural and creative sectors for growth and jobs in the EU*. Bruxelles, Commission européenne 26 septembre 2012. Consultable en ligne : <http://ec.europa.eu/culture/our-policy-development/documents/communication-sept2012.pdf>
- EUROPEAN UNIVERSITY ASSOCIATION, 2007. *Creativity in Higher Education: report on the EUA creativity project 2006-2007*. Brussel. European University Association (Association des Universités européennes). Consultable en ligne : http://www.eua.be/fileadmin/user_upload/files/Publications/Creativity_in_higher_education.pdf

- EUROSTAT, Leadership Group on Culture (LEG-Culture), 2011. *Cultural Statistics in Europe. Pocketbook*. Commission européenne/Eurostat. Consultable en ligne : http://epp.eurostat.ec.europa.eu/cache/ITY_OFFPUB/KS-32-10-374/EN/KS-32-10-374-EN.PDF
- EUROSTAT, Statistical Office of the European Communities, 2013. *Nace Rev. 2: introductory guidelines*. Commission européenne/Eurostat. Consultable en ligne : http://epp.eurostat.ec.europa.eu/cache/ITY_OFFPUB/KS-RA-07-015/EN/KS-RA-07-015-EN.PDF
- FEDERATION WALLONIE-BRUXELLES, 2012. *Focus Culture 2011: faits et tendances*. Administration générale de la Culture, Bruxelles. Consultable en ligne : http://www.culture.be/index.php?elD=tx_nawsecuredl&u=0&file=fileadmin/sites/culture/upload/culture_super_editor/Focus_culture_2011.pdf&hash=5ea49cd51b0ea03903433556416e767a54c06da0
- FERRARI, Anusca, CACHIA, Romania & PUNIE, Yves, 2009. *Innovation and Creativity in Education and Training in the EU Member States: Fostering Creative Learning and Supporting Innovative Teaching: Literature review on Innovation and Creativity in E&T in the EU Member States*. Luxembourg: Office des Publications des Communautés européennes. Consultable en ligne : http://ftp.jrc.es/EURdoc/JRC52374_TN.pdf
- FLEW, Terry, 2002. Beyond Ad Hocery: Defining Creative industries. In: *Cultural Sites, Cultural Theory, Cultural Policy, The Second International Conference on Cultural Policy Research*, Wellington, 23-26 Janvier 2002. Consultable en ligne : http://eprints.qut.edu.au/256/1/Flew_beyond.pdf
- FLEW, Terry, 2010. Toward a Cultural Economic Geography of Creative Industries and Urban Development: Introduction to the Special Issue on Creative Industries and Urban Development. In : *The Information Society*. 2010. Vol. 26, n° 2, pp. 85-91. Consultable en ligne : <http://www.indiana.edu/~tjsj/readers/full-text/26-2.pdf>
- FLORIDA, Richard, 2003. *The rise of the creative class: and how it's transforming work, leisure, community and everyday life*. Christchurch. Hazard.
- GARNHAM, N., 1987. Concepts of Culture: Public Policy and the Cultural Industries. In : *Cultural Studies*. 1987. Vol. 1, n° 1, pp. 23-37.
- GIRARD, Augustin, 1982. Cultural industries: a handicap or a new opportunity for cultural development? In: *Cultural industries: a challenge for the future of culture*. Paris : UNESCO. pp. 19-24. Consultable en ligne : <http://unesdoc.unesco.org/images/0004/000499/049972eo.pdf#49973>
- GOUVERNEMENT REGIONAL BRUXELLOIS, 2011. *Regeerakkoord 2009-2014. Een duurzame ontwikkeling van het gewest ten dienst van de Brusselaars*. Brussel: Brussels Hoofdstedelijk Gewest. Consultable en ligne : <http://www.brussel.irisnet.be/files-nl/over-het-gewest/de-gewestelijke-bevoegdheden/regering-akkoord-2009-2014>
- GUIETTE, Alain, JACOBS, Sofie, SCHRAMME, Annick & VANDENBEMPT, Koen, 2011. *Creatieve industrieën in Vlaanderen: mapping en bedrijfs-economische analyse*. Leuven. Flanders District of Creativity. Consultable en ligne : <http://www.flandersdc.be/nl/kennis/studies/the-legitimation-strategies-of-internationalizing-flemish-sme-s-and-their-subsidiaries>
- HOLLANDERS, Hugo & VAN CRUYSEN, Adriana, 2013. Design, Creativity and Innovation: a scoreboard approach. In: Villalba E. (ed.), *Measuring creativity: the book*, 2013, pp. 41-81. Consultable en ligne : [http://www.seeproject.org/images/Design%20Creativity%20and%20Innovation%20-%20A%20Scoreboard%20Approach\(1\).pdf](http://www.seeproject.org/images/Design%20Creativity%20and%20Innovation%20-%20A%20Scoreboard%20Approach(1).pdf)
- HOWKINS, John, 2001. *The Creative Economy: How People Make Money from Ideas*. Londres. Penguin.
- IDEA CONSULT en VLERICK LEUVEN GENT MANAGEMENT SCHOOL, 2010. *De Vlaamse audiovisuele sector in beeld: een socio-economische profilering*. Brussel. Idea Consult en Vlerick Management School. Consultable en ligne : http://www.vaf.be/fileadmin/media/VAF/upload_pdf/Finaal_rapport_VAF_studie.pdf
- KAMPELMANN, S. & PLASMAN, R, 2012. *L'impact économique des activités de la mode et du design en Région de Bruxelles Capitale*. Bruxelles. ULB/ DULBEA.

- KEA European Affairs, 2006. *The economy of culture in Europe*. Bruxelles. KEA European Affairs. Consultable en ligne : <http://www.keanet.eu/ecoculture/studynew.pdf>
- KEA European Affairs, 2009. *The impact of culture on creativity*. Bruxelles. KEA European Affairs. Consultable en ligne : http://ec.europa.eu/culture/documents/study_impact_cult_creativity_06_09.pdf
- KERN Philip & RUNGE, Jan, 2013. KEA briefing: towards a European creativity index. In: VILLALBA, Ernesto (ed.), *Measuring creativity: the book*. Luxembourg: Office for Official Publications of the European Communities (Office des Publications des Communautés européennes). pp. 191-205. Consultable en ligne : http://www.researchgate.net/publication/237228957_12_KEA_briefing_towards_a_European_creativity_index_1
- KIMPELER, Simone & GEORGIEFF, Peter, 2013. The role of creative industries in regional innovation and knowledge transfer. In: VILLALBA, Ernesto. (ed.), *Measuring creativity: the book*, pp.207-219.
- LANDRY, Charles, 1996. *The art of regeneration: urban renewal through cultural activity*. Stroud. Comedia.
- LOOSE, Maxime & LAMBERTS, Miet, 2006. *Kunst en kunde: aanzet tot een monitoringsinstrument voor de artistieke sector*. Leuven. HIVA.
- MADRANE, Rachid, 2013. *Culture et identité bruxelloise. Un plan culturel pour Bruxelles*. Ministre de la Culture de la Commission communautaire française (Cocof), Bruxelles, présenté le 4 octobre 2013. Consultable en ligne : <http://www.reseaudesartsbruxelles.be/fr/actualites/politique-culturelle-cocof-lancement-dun-tant-attendu-plan-culturel-pour-bruxelles>
- MAES, A., 2010. *Discussienota 'Cultuurplan voor Brussel', opvolging van het debat in de gemeenschappelijke informatievergadering RVG-PFB van 17 maart 2010. Ingediend stuk nr. 437, 23 november 2010*, Conseil de la Commission communautaire flamande (Session 2010-2011). Consultable en ligne : http://www.raadvgc.be/archief%5Cstukken%5C2010-2011%5Cstuk437_nr1_2010.pdf
- MILES, Ian & GREEN, Lawrence, 2008. *Hidden innovation in creative industries. Research report*. Londres. NESTA. Consultable en ligne : http://www.nesta.org.uk/sites/default/files/hidden_innovation_creative_industries_report.pdf
- MOULD, Oli, VORLEY, Tim & ROODHOUSE, Simon, 2009. Realizing capabilities: academic creativity and the creative industries. In: *Creative Industries Journal*, 2009. Vol. 1, n° 2, pp. 137-150.
- NEELANDS, Jonathan & BOYUN, Choe, 2010. The English Model of Creativity: cultural politics of an idea. In: *International Journal of Cultural Policy*. 2010. Vol. 16, n° 3, pp. 287-304. Consultable en ligne : http://wrap.warwick.ac.uk/2722/1/WRAP_Neelands_9074167-ie-090210-emoc.pdf
- NESTA, 2009, *Soft Innovation. Towards a more complete picture of innovative change*, Londres. Consultable en ligne : http://www.nesta.org.uk/sites/default/files/soft_innovation_report.pdf
- OCDE, 2011. *Guide to Measuring the Information Society*. Paris. OECD Publishing. Consultable en ligne : <http://www.oecd.org/internet/ieconomy/oecdguidetomeasuringtheinformationsociety2011.htm#prior>
- OCDE, 2006. *International Measurement of the Economic and Social Importance of Culture*. Paris, OECD. Consultable en ligne : <http://79.96.28.119/pliki/2/21/37257281.pdf>
- OCDE, 2008, *Tourism Satellite Account: recommended methodological framework*. Luxembourg/Madrid/New York/Paris: United Nations. Consultable en ligne : <http://www.oecd.org/cfe/tourism/tourismsatelliteaccountrecommendedmethodologicalframework.htm>
- OVERLEG CREATIEVE INDUSTRIEEN, 2011. *Visienota Creatieve Industrieën in Vlaanderen*. Présenté à la table ronde de ViA (Vlaanderen in Actie, La Flandre en Action) sur les Industries créatives, tenue dans le cadre de la création par ViA du 'Innovatiecentrum Vlaanderen', 27 mai 2011. Consultable en ligne : <http://www.flandersdc.be/nl/visienota-creatieve-industrie%c3%abn-vlaanderen>

- PARTNERS IN MARKETING (PIM), 2013. *Economische bijdrage van de industrie van het auteursrecht en de naburige rechten in België*. Antwerpen. Partners in marketing. Consultable en ligne : http://www.cjism.vlaanderen.be/cultuur/downloads/wso_economische_bijdrage_industrie_auteursrecht_eindrapport20090928.pdf
- PECK, Jamie, 2005. Struggling with the Creative Class. In: *International Journal of Urban and Regional Research*. 2005. Vol. 29, n°4, pp.740-770. Consultable en ligne : <http://onlinelibrary.wiley.com/doi/10.1111/j.1468-2427.2005.00620.x/pdf>
- ROSS, Andrew, 2008. The New Geography of Work: power to the precarious? In : *Theory, Culture and Society*. 2008. Vol 25, n° 7-8, pp. 31-49.
- SURLEMONT, Bernard & AOUNI, Zindeb, 2012. *Analyse des nouvelles formes de développement de l'activité économique et de leurs liens au territoire*. Liège. Conférence permanente du développement territorial (CPDT).
- TOWNLEY, Barbara, BEECH, Nic & MCKINLAY, Allan, 2009. Managing in the creative industries : managing the motley crew. In: *Human Relations*. 2009. Vol. 62, n°7, pp. 939-962. Consultable en ligne : <http://hum.sagepub.com/content/62/7/939.full.pdf>
- UNCTAD, 2008. *Creative Economy Report. The challenge of assessing the creative economy: towards informed policy-making*. UNCTAD. Consultable en ligne : [http://unctad.org/en/Pages/Publications/Creative-Economy-Report-\(Series\).aspx](http://unctad.org/en/Pages/Publications/Creative-Economy-Report-(Series).aspx)
- UNESCO Institute for Statistics, 2005. *International Flows of Selected Cultural Goods and Services 1994-2003: Defining and Capturing the Flows of Global Cultural Trade*. Montreal, UNESCO. Consultable en ligne : <http://unesdoc.unesco.org/images/0014/001428/142812e.pdf>
- UNIVERSITIES UK, 2010. *Creating Prosperity: the role of higher education in driving the UK's creative economy*. London/Cardiff/Edinburgh. Universities UK. Consultable en ligne : <http://www.universitiesuk.ac.uk/highereducation/Documents/2010/CreatingProsperityTheRoleOfHigherEducation.pdf>
- VILLALBA, Ernesto, 2013. Is it really possible to measure creativity: a first proposal for debate. In : VILLALBA, Ernesto (ed.), *Measuring creativity: the book*. Luxembourg: Office des Publications des Communautés européennes. pp. 3-14.
- VINCENT, Anne & WUNDERLE, Marcus, 2009. *Les industries culturelles*. Bruxelles. Centre de recherche et d'information socio-politiques (CRISP).
- VINCENT, Anne & WUNDERLE, Marcus, 2012. *Les industries créatives*. Bruxelles. Centre de recherche et d'information socio-politiques (CRISP).
- WORLD INTELLECTUAL PROPERTY ORGANISATION (WIPO), 2003. *Guide on Surveying the Economic Contribution of the Copyright-based Industries*. Genève. WIPO. Consultable en ligne : http://www.wipo.int/export/sites/www/freepublications/en/copyright/893/wipo_pub_893.pdf

Soutien financier

Le présent article est un prolongement du rapport (2013) *Creative metropool Brussel : ontwikkeling van een indicatorenprofiel voor de monitoring van culturele en creatieve sectoren in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest* réalisé par les auteurs à la demande des ministres Jean-Luc Vanraes et Guy Vanhengel.

Brussels Studies est publié avec le soutien de :



Innoviris, l'Institut Bruxellois pour la Recherche et l'Innovation



Fondation Universitaire



Fonds ISDT Wernaers pour la vulgarisation scientifique - FNRS

Pour citer ce texte

MARTENS, Birgitte, DOBBELS, Jelena, AMEZ, Lucy et YSEBAERT, Walter, 2014. Culture et créativité : ébauche d'un instrument de mesure pour la métropole bruxelloise, In : *Brussels Studies*, Numéro 79, 8 septembre 2014, www.brusselsstudies.be.

Liens

D'autres versions de ce texte sont disponibles

ePub FR : <http://tinyurl.com/BRUS79FREPUBLIC>

ePub NL : <http://tinyurl.com/BRUS79NLEPUBLIC>

ePub EN : <http://tinyurl.com/BRUS79ENEPUBLIC>

pdf FR : <http://tinyurl.com/BRUS79FRPDF>

pdf NL : <http://tinyurl.com/BRUS79NLPDF>

pdf EN : <http://tinyurl.com/BRUS79ENPDF>

Les vidéos publiées dans *Brussels Studies* sont visibles sur la chaîne
Vimeo de *Brussels Studies* à l'adresse suivante :

<http://vimeo.com/channels/BruS>